

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21554 - 80ÈME ANNÉE

Le candidat du PCR aux Européennes et le projet du gouvernement de réduire les droits des travailleurs privés d'emploi

Ary Yée-Chong-Tchi-Kan : « Plus que jamais : Solidarité avec les travailleurs ! »

Dans un communiqué publié ce 28 mai, Ary Yée-Chong-Tchi-Kan réagit à l'annonce par le Premier ministre d'une nouvelle régression des droits des travailleurs privés d'emploi. Le candidat du PCR aux Européennes est sur la liste « la Gauche unie pour le monde du travail », le tiers des colistiers sont des syndicalistes. Il rappelle l'importance de « combattre la politique ultra-libérale de l'Union européenne qui sert de référence au gouvernement » et de « voter avec le bulletin Léon Deffontaines pour soutenir les travailleurs en activité ou privés d'emplois ».

Dans un entretien publié le 26 mai dans le journal « la Tribune », le Premier ministre, Attal, annonce un projet de réduction drastique des droits des travailleurs privés d'emploi : augmentation de la durée de cotisation pour bénéficier de l'assurance, diminution de la durée d'indemnisation. Les conséquences seront très graves à La Réunion à cause d'une pénurie structurelle d'emplois et de la cherté du coût de la vie.

Une des justifications du gouvernement est de dire que dans des États membres voisins de la France, l'assurance chômage est moins « généreuse ». Ainsi, son projet vise une convergence sociale vers le bas pour faire du profit sur le dos des travailleurs. Il décline donc une orientation de l'Union européenne que je combats fermement avec les candidats de la liste « la Gauche unie pour le monde du travail ».



Candidat du Parti communiste Réunionnais aux élections européennes du 9 juin, j'appartiens, en effet, à la liste la plus représentative du monde du travail. Un tiers de mes colistiers sont des syndicalistes. Les 18 et 19 mai, à Saint-Denis et à Sainte-Suzanne, les Réunionnais ont pu rencontrer l'une d'entre elles, Si-grid Gérardin, responsable syndicale.

A une semaine du scrutin, votre choix est clair :

- 1) Combattre la politique ultra-libérale de l'Union européenne qui sert de référence au gouvernement.
- 2) Voter avec le bulletin Léon Deffontaines pour soutenir les travailleurs en activité ou privés d'emplois.

Nouvelle défaite pour l'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv

L'Espagne, l'Irlande et la Norvège reconnaissent l'État de Palestine

Malgré les menaces des colonialistes de l'extrême droite israélienne au pouvoir à Tel-Aviv, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont reconnu hier l'État de Palestine. Pour ces pays, il s'agit de soutenir le respect du droit international qui prévoit l'existence d'un État palestinien à côté de l'État d'Israël en Palestine, la seule solution pour la paix d'après eux.

« La reconnaissance de l'État de Palestine est une question de justice pour le peuple palestinien », a insisté lundi 27 mai à Bruxelles le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, aux côtés de ses homologues irlandais et norvégien.

La Norvège a remis dimanche 26 mai une note verbale au nouveau Premier ministre palestinien Mohammed Mustafa actant l'entrée en vigueur mardi 28 mai de cette décision.

La reconnaissance de l'Etat de Palestine est « une nécessité » pour « parvenir à la paix » entre Israéliens et Palestiniens, en plus d'être « une question de justice historique » pour le peuple palestinien, a déclaré, ce mardi, M. Sánchez, devenu l'une des voix les plus critiques du gouvernement israélien au sein de l'UE depuis le début de la guerre à Gaza.

Cette décision n'est prise « contre personne, et encore moins contre Israël, un peuple ami (...) avec qui nous voulons avoir la meilleure relation possible », a-t-il ajouté.

L'Irlande a, également reconnu, ce mardi, officiellement « l'État de Palestine » lors du Conseil des ministres. Un ambassadeur d'Irlande à Rafah sera prochainement nommé.

Cette décision souligne « notre conviction qu'une voie politique est la seule manière de briser le cycle de la dépossession, de l'assujettissement, la déshumanisation, le terrorisme et la mort qui ont brisé la vie des Israéliens et des Palestiniens depuis des décennies », a fait savoir le ministre irlandais des Affaires étrangères, Micheal Martin. Pour l'Irlande, c'est « croire qu'une solution à deux États est la seule manière pour Israël et la Palestine de vivre côte à côte en paix et en sécurité ».

En Palestine à Ramallah, Cisjordanie, les drapeaux de l'Espagne, de l'Irlande, de la Norvège flottent aux côtés de celui de l'Afrique du Sud, qui a poursuivi l'État d'Israël devant la Cour internationale de justice, et de la Palestine.

En France, un député a été expulsé de l'Assemblée nationale pour avoir brandi un drapeau palestinien. Paris ne semble pas décidé à appliquer la même décision.

Du côté des colonialistes israélien, ce sont les menaces qui sont brandies à l'encontre de ces trois États européens. L'isolement de l'extrême droite au pouvoir et de ses alliés occidentaux s'accroissent.

Attractivité des destinations de tourisme : 19 places perdues

La Réunion chute au 36e rang des pays d'Afrique

La dernière édition du Country Brand Ranking © de Bloom Consulting présente l'évolution post-Covid de l'attractivité des destinations touristiques. Selon cette étude, l'Italie désormais n°1 — la Turquie, la France, le Japon et la Thaïlande progressent dans le top 10 mondial — les Outre-mer françaises sont sérieusement challengées — l'Arabie Saoudite confirme son émergence. La Réunion passe du 19e au 36e rang en Afrique alors que Maurice reste 4e destination touristique de notre continent tandis que Madagascar et les Seychelles sont dans le top 10 de l'Afrique.

En Afrique et dans l'océan Indien, l'Égypte (1er) reste

le seul pays de ce continent à se hisser dans le top 20 mondial. Dans le top 5, le Maroc (2e) et la Tunisie (5e) progressent d'un rang chacun. Alors que l'Afrique du Sud est challengée en perdant 1 rang au profit du Maroc, Maurice garde sa quatrième place. L'Éthiopie (9e) intègre pour la première fois le top 10 par un gain spectaculaire de 4 places devant Madagascar (10e) qui faiblit légèrement d'un rang. Tanzanie, Kenya et Seychelles complètent ce top 10. Pour sa part, le Sénégal intègre de justesse le top 20 devant l'Algérie (21e). Enfin, l'île de la Réunion (36e) affiche une chute spectaculaire de 17 rangs, la plus forte de cette zone du monde.

Justin la lir lo sirkilèr Pierre Messmer

Wala koman sa l'ariv konmsa dann Kanaki-Nouvel kalédoni

L'ané 1972, Pompidou lé Prézidan la Républik ; Pierre Messmer proemyé miniss-lo 19 zilyé 1972 li ékri lo sokrètèr d'éta bann dom-tom.

« La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multi- raciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants. »

Ala koman in franssé i parl la Kalédonie — demoune lé pa rassist an Franss. Bann kanak l'ariv dann lo péi dopi 3200 zané — bann kaldosh la komanss ariv lané 1853. Bann sak la suiv lordonans Pierre Messmer l'ariv dopi la fin vintyème syèk. Sé dir bann kanak sé bann promyé okipan.

« Il faut donc saisir cette chance ultime de créer un pays francophone supplémentaire. La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. »

La prézanss bann franssé i pé ète ménassé par in vandikassion nassyoliss bann zokipan otoktone

« À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. »

Pou anparé i fo in limigrassion massive bann sitoiyin franssé-méto sansa bann moune i sorte dann DOM (La Réunion — ékri dan lo tèks) pou évite lo danzé d'in révolission nassyonaliss.

« À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. Il va de soi qu'on n'obtiendra aucun effet démographique à long terme sans immigration systématique de femmes et d'enfants. »

Pou in l'imigrassion massiv bann non-orizinèr lo passifik i fo galman bonpé fanm épi zanfan pouin lékilib démografik dsi lo lon tèrm. Donk i fo bann zimigran fanm i okipe bann zanploi dann bann zantropriz privé.

« Afin de corriger le déséquilibre des sexes dans la population non autochtone, il conviendrait sans doute de faire réserver des emplois aux immigrants dans les entreprises privées. Le principe idéal serait que tout emploi pouvant être occupé par une femme soit réservé aux femmes (secrétariat, commerce, mécanique).

Sans qu'il soit besoin de textes, l'administration peut y veiller. Les conditions sont réunies pour que la Calédonie soit dans vingt ans un petit territoire français prospère comparable au Luxembourg et représentant évidemment, dans le vide du Pacifique, bien plus que le Luxembourg en Europe.

Le succès de cette entreprise indispensable au maintien de positions françaises à l'Est de Suez dépend, entre autres conditions, de notre aptitude à réussir enfin, après tant d'échecs dans notre Histoire, une opération de peuplement »

I fo roeflèshi la dsi, é sa lé vré pou toute péi l'outremer. Lé pétète valab pou nou ossi — in gran ranplaman lé touzour possib ?

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kanaki-nouvèl kalédoni : Bann miliss loiyaliss ? Sa i rapèl amwin kékshoz !

Mézami, pou sak la pa konète, mi pé rapèl azot koman bann zélékssion téi éspass laba Sintandré. Mi rapèl bien granmatin, l'avé CRS, l'avé zandarm épi l'avé galman bann miliss privé : nou téi apèl sa nèrvis mé zot lété konm bann siplétif bann CRS épi bann zandarm.

Banna té la pou fé lo vide donk pou mète déor bann zassèssèr épi bann délégué parti kominiss é si lo kandida téi pass par-la, li lété bon pou in lékspilssyon, épi pou in rinssé kou d'matrak. Tazantan, konm sa l'ariv noute kamarade Paul Vergès, téi amenn ali an déor d'la komine.

Pou sak i rapèl pa tro bien, dann tan-la l'avé la radio ofissyèl épi l'avé zoinal de lisle. Banna té i doi prezante lo bann zévènman, lo bann rézilta a zot drol de fasson... avèk défoi konm rézilta pliss voi ké lavé d'moune inskri dsi la list..

Pou kossa mi di azot sa ? Pars i fo antann linformassion ofissyèl dsi bann baraz dann Kanaki-nouvèl kalédonie. I parl arienk bann baraz indépandantist é zamé bann baraz bann miliss loiyalist dizon bann nèrvé konm l'avé issi dann tan... Domaz pars laba dann Nouméa si néna bann baraz indépandantist, néna galman bann baraz lo bann miliss. Mé sa, ofisyèlman, i anparl pa. Konm téi anparl pa issi bann nèrvé.

Zot i koné laba néna bann shassèr é bann shassèr lé armé — bien antandi — é pou moïnss troi san mil pèrsone néna san mil lézarm é néna lézarm dann lo dé kan mé ofisyèlman i anparl pa, konm issi téi anparl pa la frode, la vyolanss épi bann nèrvis épi bann forss répréssion.

Konm koi lo kolonyalism opliss li shanj opliss li lé parèye mé koméla lopinyon internassyonal i tonb pi dann zot pano é La Franss koméla sé pi La Franss lontan é lizolman lé pa loin pou li, li vé, li vé pa pou bann zinstanss internassyonal Kanaki-nouvèl kalédonie lé dsi la list bann péi é bann pèp pou dékolonizé é la zèstyon katastrofik méssyé Macron la pa fé avanss in solission.

A bon antandèr salu !

Justin